

Parce qu'on lutte, ils répriment : alors faisons bloc !

Entreprise française présente dans 60 pays et employant 284 000 salariés, j'ai réalisé 1,8 milliard d'euros de profits en 2025. En dépit de mes bons résultats et de la reprise de l'inflation, mes salariés ne seront augmentés cette année que de 0,5 %, tandis que 27 000 d'entre eux sont en cours de transfert à des filiales pour mieux dégrader leurs conditions de travail. Je suis... ?

... la SNCF. À ce tableau s'ajoutent 13 suicides depuis le début de l'année. Nombreux sont les cheminots à faire le parallèle avec l'hécatombe qu'a connue France Télécom. De l'aveu même de son patron, la SNCF passe en ce moment une étape critique de sa privatisation. Elle crée elle-même des filiales qui demain se feront concurrence pour faire un maximum d'argent en exploitant celles et ceux qui nous transportent.

Vive la grève !

En faisant grève en masse et tous services confondus mercredi 10 juin, les cheminotes et les cheminots ont montré qu'ils ne se laissent pas désorienter. L'union dans la grève fait la force du monde du travail.

Du reste, les travailleurs du rail ne sont pas les seuls en lutte en ce moment. Le même jour, les postières et postiers du 92 et du 78 étaient en grève contre les suppressions de tournées et donc de postes à tour de bras.

À Airbus, la prime de participation divisée par deux (2 000 euros au lieu de 4 400 euros en 2025) a provoqué un mouvement de grève sur plusieurs sites. À Decathlon, c'est le refus du patron de répercuter la hausse du Smic sur les salaires à peine plus élevés qui a poussé plusieurs milliers de vendeurs et vendeuses à débrayer samedi 6 juin, provoquant ici et là des fermetures de magasin.

Chez Renault, le coup de colère est venu de ceux dont la direction ne se méfiait pas : les 750 ingénieurs du centre de recherche de Villiers-Saint-Frédéric. Elle pensait que la fermeture du site, annoncée fin mai, passerait sans problème. Mais la colère a explosé. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé, commençant à s'organiser par eux-mêmes, puisque les syndicats locaux collaborent avec le patron sous prétexte de recherche du moindre mal.

Contre la menace croissante de la répression...

L'État et le patronat sont de plus en plus agressifs. La récente mise en examen de la dirigeante de la

CGT, Sophie Binet, pour diffamation parce qu'elle a parlé de « *répression brutale* » à Tefal prouve que personne n'est à l'abri. Pourtant, les directions syndicales font le dos rond au lieu d'encourager et regrouper ceux qui relèvent la tête. Elles alertent sur la progression de l'extrême droite, qui ne cache pas sa haine des militantes et militants ouvriers. Mais elles ne donnent pas les perspectives d'ensemble à même de la faire reculer : unir le monde du travail contre les patrons et le gouvernement à leur service.

... tous et toutes en manifestation !

Samedi 20 juin, à l'initiative des postiers du 92, de la fédération SUD-PTT et de Solidaires, une manifestation se tiendra à Paris pour dénoncer et combattre la répression patronale, mais aussi la répression politique contre les soutiens au peuple palestinien, dont Anasse Kazib, convoqué au tribunal de Paris jeudi 25 juin.

Le 20 juin, sera une première occasion de mettre en lumière celles et ceux qui sont réprimés, et plus encore, les combats qu'ils mènent et les ont amenés à être dans le viseur de la police et de la justice.

En regroupant ces équipes militantes, ces salariés ou étudiants en lutte, ces initiatives n'ont pas pour seul objet de montrer le nombre que représentent celles et ceux qui empêchent d'exploiter en rond. Il s'agit aussi de donner confiance, de nouer ou raffermir des liens, afin de construire un front commun, au-delà de la lutte contre la répression, pour imposer nos revendications.

Une société impitoyable avec les faibles

Le meurtre horrible de Lyhanna a jeté une lumière crue sur les failles de la protection de l'enfance dans ce pays. Aujourd'hui, Darmanin, ministre de la Justice et ancien ministre de l'Intérieur, fait mine de « sonner la mobilisation générale » et tente de se défaire de ses responsabilités. Mais les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Politiciens et médias réclament le renforcement de l'appareil de répression. Pourtant il ne manque pas de juges pour condamner des jeunes à la prison ferme en comparution immédiate, il n'en manque pas non plus pour poursuivre des militants qui défendent les conditions de travail ou réprimer les soutiens du peuple palestinien. La police n'a jamais fait défaut pour matraquer et gazer les manifestants, ni pour tenter de faire régner la peur dans les quartiers populaires à coup d'insultes et de contrôles vexatoires au faciès.

Car la raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Malgré les coups de menton démagogiques à l'occasion de chaque crime atroce, jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Un dialogue social à sens unique

La direction campe sur ses positions. Elle restreint la façon de récupérer les heures supplémentaires. Celles-ci ne peuvent être prises que de façon hachée sauf exception. Elle a aussi donné la consigne de lisser les plannings et d'imposer des jours de repos les week-ends et les jours fériés. Bref elle fait comme elle l'a décidé et le dialogue social promis est plutôt un monologue.

On n'arrête pas le progrès

La direction a fait passer une note de service pour dire qu'à partir de novembre, les feuilles de paie ne seront plus envoyées au personnel. Elles seront sur un site et pour les récupérer il faudra se connecter avec un identifiant. Et l'étape d'après, est-ce que pour avoir une paie il faudra aussi aller sur un site ? On rigole.

Toujours du zèle au service B

Dans le souci d'être appréciée par la direction, une cadre du service B ne note même plus les heures supplémentaires. Alors le mieux est de ne pas en faire

même si cela arrange le service.

Il fait trop chaud pour travailler

La direction a lancé un plan canicule. Et après... rien. Il fait très chaud dans les services et dans la grande majorité des unités rien n'est prévu pour soulager les patients et le personnel. Ce n'est pas quelques ventilateurs qui vont changer la situation. Sans doute que nos têtes directoriales ont prévu de retrousser leurs manches et de creuser une piscine dans le parc !

On n'est pas dans les clous

Dans nombre de pharmacies de l'intra et de l'extra, il fait entre 30 et 36 degrés. Les produits injectables ne doivent pas être exposés à une température supérieure à 30. Mais cela ne semble pas déranger la direction. Peut-être qu'à force de brasser de l'air nos directeurs pensent faire baisser la température ?

Le gaz augmente de plus de 7 %

La Commission de régulation de l'énergie a annoncé que le prix de référence du gaz va augmenter de 7,4 % au 1^{er} juillet, invoquant les perturbations liées à la guerre du Moyen-Orient. Sans compter les superprofits qu'engrangent les grandes compagnies pétrolières grâce à cette guerre. Plus de 6 millions de ménages sont concernés. Décidément, tout augmente, sauf nos salaires !

Nespresso innove

Mardi, les salariés du centre de relation client de Nespresso à Lyon se sont connectés à une réunion en visioconférence... pour apprendre la fermeture de leur site ! 180 postes seront supprimés, dans un groupe pourtant en croissance. Cela répond à la demande de la maison-mère, Nestlé, qui prévoit de supprimer plus de 12 000 postes dans le monde. Le PSE intervient quelques mois après les 40 ans du groupe, où les salariés avaient été remerciés pour leur travail. On voit ce que vaut la gratitude des patrons.

Macron à la rue sur ses promesses

« Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans la rue, dans les bois. » déclarait Macron en 2017 à propos des SDF et des migrants. Le collectif Les Morts dans la rue recensait alors 511 personnes décédées de froid, de faim, de maladies ou de mauvais traitements. Le bilan par le même collectif, neuf ans plus tard, à la fin du deuxième mandat : 929 morts, presque le double. Décidément, sous Macron, mieux vaut ne pas être une « grande cause nationale » !